

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1169 le 28 février 2021

Dans ce numéro

**En Afghanistan, les taliban maintiennent leurs liens avec Al-Qaïda, selon l'ONU...**

(Page 2)

**Le cerveau du groupe État islamique en Allemagne condamné à dix ans et demi de prison...**

(Page 3)

**Selon William Burns, la Chine représente la plus grande menace pour les États-Unis...**

(Page 4)

**Selon un institut britannique, la Corée du Nord détiendrait au moins huit missiles balistiques intercontinentaux...**

(Page 5)

**Des centaines de civils auraient été tués par des militaires érythréens dans le nord de l'Éthiopie...**

(Page 6)

**Le « vol silencieux » serait de plus en plus souvent utilisé par les hackers, selon un think tank britannique...**

(Page 7)

## FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

**Au Niger, sept membres de la CENI tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule...**

Sept personnes de la Commission électorale nationale indépendante, la CENI, ont trouvé la mort dans l'explosion de leur véhicule à 100 kilomètres au nord de Niamey, la capitale nigérienne. La voiture affrétée par la CENI pour acheminer des responsables de bureaux de votes, a sauté sur une mine faisant également trois blessés, a précisé le gouverneur de la région à l'Agence France presse.

(Radio Vatican, le 22-02-2021)

**En Allemagne, ouverture du procès d'un employé du Bundespresseamt accusé d'espionnage au profit de l'Égypte...**

Le procès d'un espion présumé égypto-allemand travaillant pour le service de presse d'Angela Merkel, et qui est soupçonné d'avoir transmis pendant des années des informations aux services de renseignement égyptiens, s'est ouvert mardi à Berlin. Amin K. aurait transmis des informations au Service de renseignement général égyptien (GIS) entre 2010 et 2019, en profitant de sa position privilégiée au sein de ce service pour lequel il travaillait depuis 1999. L'homme, âgé de 66 ans travaillait plus précisément au service des visites du centre de presse fédéral allemand, le Bundespresseamt, un département chargé notamment de la communication sur les activités de la chancellerie. Selon l'acte d'accusation, il aurait effectué des observations générales sur la manière dont les médias traitaient de politiques intérieure et internationale en rapport avec l'Égypte, traité les demandes des agents des services de renseignement égyptiens et tenté de recruter un autre espion. Il est également soupçonné d'avoir transmis au GIS les noms de cinq collègues du Bundespresseamt nés en Syrie. En échange des informations transmises, il espérait bénéficier d'un traitement préférentiel de la part des autorités égyptiennes. Sa mère aurait notamment été aidée pour faire valoir ses droits à la pension égyptienne. Il était également parfois invité à des réceptions officielles, par exemple à l'occasion des adieux de l'ambassadeur égyptien en Allemagne en 2019, avait expliqué le parquet allemand mi-novembre lors de sa mise en accusation. Deux autres journées d'audience sont encore prévues pour un verdict attendu début mars. Selon le rapport du service de renseignement intérieur allemand, tant le service d'espionnage extérieur égyptien (GIS) que son service de renseignement intérieur (NSS) sont actifs en Allemagne. Leur objectif est notamment de collecter des informations sur des opposants au régime égyptien du président Abdel Fattah Al-Sissi qui vivent dans le pays, et en particulier des sympathisants de la confrérie des Frères musulmans, interdite depuis 2013 en Égypte. Mis à part une brève parenthèse, à la suite du soulèvement populaire de janvier-février 2011 qui a chassé le président Hosni Mubarak, l'Égypte est dirigée depuis 1952 par des militaires. L'armée, dépeinte comme la protectrice du peuple, est omniprésente dans la société et son rôle s'est accentué ces dernières années.

(Africa Radio, le 23-02-2021)

**La présence du contingent allemand en Afghanistan en passe d'être prolongée jusqu'au 31 janvier 2022...**

L'Allemagne, dont le contingent en Afghanistan est le deuxième après celui des États-Unis, a décidé ce mercredi de prolonger jusqu'au 31 janvier 2022 sa mission militaire dans ce pays sous l'égide de l'OTAN. La décision prise en Conseil des ministres doit encore être validée par le Bundestag, la chambre basse du parlement. L'Allemagne qui compte quelques 1 100 soldats dans le nord de l'Afghanistan, participe à la mission de formation de l'OTAN.

*(Deutsche Welle, le 24-02-2021)*

**En Afghanistan, les taliban maintiennent leurs liens avec Al-Qaïda, selon l'ONU...**

D'après un officiel des Nations unies, les taliban continuent d'être en contact avec Al-Qaïda en Afghanistan, un an après avoir conclu un accord de paix avec les États-Unis. Selon cet accord datant du 29 février 2020, Washington a convenu de retirer la totalité de ses troupes en Afghanistan si les taliban mettaient fin à leur relation avec des groupes terroristes internationaux, comme Al-Qaïda. Mais selon Edmund Fitton-Brown, coordinateur d'une équipe onusienne de surveillance de l'État islamique, d'Al-Qaïda et des taliban, ces derniers continuent de recevoir le soutien, pour leurs campagnes militaires, d'Al-Qaïda, qui leur fournit également des abris et une protection. Les membres d'Al-Qaïda proviennent principalement d'Arabie saoudite, d'Égypte ainsi que d'autres pays du Moyen-Orient. M. Fitton-Brown a affirmé que des soldats d'Al-Qaïda, entre 400 et 600, se trouvent actuellement en Afghanistan, fournissant des armes et menant des entraînements militaires conjoints. En parallèle, un membre de haut rang des taliban dans le nord de l'Afghanistan, a également affirmé à la *NHK* que le groupe fournissait des armes et des munitions aux combattants d'Al-Qaïda. Ces derniers coopèrent aux combats et organisent des entraînements militaires pour les taliban. Selon lui, le retrait d'Afghanistan des troupes étrangères, notamment américaines, est un objectif commun aux deux groupes.

*(Radio Japon international, le 28-02-2021)*

**En Turquie, arrestation d'une Française recherchée par Interpol pour ses liens présumés avec le groupe État islamique...**

Une citoyenne française, faisant l'objet d'une notice rouge d'Interpol pour être en lien avec le groupe terroriste Daesh, a été arrêtée à Ankara. Les équipes du Bureau de lutte contre le terrorisme et des renseignements de la direction de la Sûreté d'Ankara ont localisé Sarah Talib, citoyenne française recherchée par Interpol, qui avait quitté le territoire français pour rejoindre Daesh. L'enquête a révélé que Sarah Talib tentait de contacter l'ambassade de France pour retourner dans son pays. Les équipes sont passées à l'action et ont arrêté Sarah Talib à 200 mètres de l'ambassade. Sarah Talib a été emmenée à la direction du Bureau de lutte antiterroriste et fera l'objet d'une expulsion au terme de son interrogatoire.

*(La voix de la Turquie, le 23-02-2021)*

**En Libye, tentative d'assassinat contre le ministre de l'Intérieur du GNA...**

En Libye, le ministre de l'Intérieur du GNA a été victime d'une tentative d'assassinat hier après-midi. Le convoi transportant Fathi Bachagha a été attaqué sur une autoroute près de Tripoli. Il va bien, selon son entourage. Sur les trois assaillants, deux ont été arrêtés. Le troisième est décédé.

*(Médi-1, le 22-02-2021)*

Un véhicule blindé a ouvert le feu sur le convoi de Fathi Bachagha avec des mitrailleuses, et des agents de protection du ministère ont riposté. Selon un membre de l'entourage du ministre, deux des assaillants ont été arrêtés, un troisième a été tué. Les trois sont originaires de Zawiya, une ville à 50 kilomètres de Tripoli, selon une source citée par l'*AFP*.

*(Radio Vatican, le 22-02-2021)*

**Deux militaires maliens tués et sept blessés lors d'une embuscade dans le centre du pays...**

Au moins deux soldats maliens ont été tués et sept blessés mardi dans une embuscade dans la région de Mopti, dans le centre du Mali, où sévissent des groupes djihadistes, a indiqué l'armée malienne dans la soirée. « Vers 14h00, une mission de la 53e Compagnie d'intervention rapide quittant Sévaré pour Konna est tombée dans une embuscade tendue par des groupes armés terroristes » a indiqué l'armée sur les réseaux sociaux, confirmant des informations obtenues par l'*AFP* auprès de sources

sécuritaires et d'un élu local. L'attaque s'est produite à la moitié de la soixantaine de kilomètres séparant Sévaré, où l'armée dispose d'une importante base, de Konna, selon le communiqué. « Le bilan provisoire est de deux morts et sept blessés » précise l'armée, en ajoutant que des renforts terrestres et aériens ont aussitôt fait mouvement vers les lieux de l'embuscade.  
(Africa Radio, le 24-02-2021)

### **Au moins seize morts après des tirs de mortiers sur la ville de Maïduguri, dans le nord-est du Nigeria...**

Des obus tirés mardi par des djihadistes sur Maïduguri, capitale de l'État du Borno et un des derniers bastions sécurisés dans le nord-est du Nigeria en proie à une insurrection depuis dix ans, ont fait au moins seize morts et des dizaines de blessés, selon un nouveau bilan communiqué mercredi. La veille, un premier bilan avait fait état de dix morts et vingt-et-un blessés. « Le nombre de personnes tuées est désormais de seize. Des dizaines ont été blessées et le bilan pourrait encore s'alourdir » a déclaré à l'AFP Umar Ari, un milicien pro-gouvernemental impliqué dans la lutte contre les groupes djihadistes. Un de ses collègues, Babakura Kolo, a donné les mêmes chiffres. Des combattants djihadistes sont parvenus à franchir des fossés protégeant Maïduguri, pour pénétrer dans Kaleri, en périphérie de la ville, mardi en fin d'après-midi. De là, ils ont tiré des obus, dont deux ont atteint les quartiers densément peuplés d'Adamkolo et de Gwange. Des vidéos prises par des habitants et diffusées sur les réseaux sociaux témoignent de la violence de ces attaques. On y voit des centaines de personnes affolées, courant dans les rues de la capitale régionale. Certains tentent de porter secours à des hommes blessés à la jambe ou à la tête. On y voit également un corps au milieu de la route recouverte de végétations. « Dans le quartier de Gwange, neuf garçons ont été tués par un des obus tombé sur le terrain de football où ils jouaient » a précisé à l'AFP M. Kolo. « Au départ, quatre garçons avaient perdu la vie, mais cinq autres garçons ont par la suite succombé à leurs blessures » a-t-il ajouté. Dans le quartier de Adam Kolo, le bilan est monté à sept morts, après le décès d'une nouvelle personne entre mardi et mercredi.

(Africa Radio, le 24-02-2021)

### **Deux femmes tuées par l'explosion d'une mine artisanale dans le nord du Burkina Faso...**

Deux femmes ont été tuées mardi par l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur charrette dans le nord du Burkina Faso confronté à des attaques djihadistes, a appris mercredi l'AFP de sources locales. « La charrette dans laquelle elles se trouvaient a sauté sur un engin explosif artisanal dans la province du Yagha, a expliqué à l'AFP un élu local ayant requis l'anonymat. Tuées sur le coup, les victimes étaient des personnes déplacées par l'insécurité qui avaient regagné leur localité, selon cet élu. « Une autre personne a également été légèrement blessée par la même explosion » a indiqué une source hospitalière, en confirmant la mort des deux femmes. « L'incident a eu lieu aux environs de 16h00 (GMT et locales) » a précisé une source sécuritaire, soulignant qu'un deuxième engin a explosé non loin de là sans faire de victimes.

(Africa Radio, le 24-02-2021)

### **Le cerveau du groupe État islamique en Allemagne condamné à dix ans et demi de prison...**

En Allemagne, le cerveau de l'État islamique dans le pays qui avait radicalisé plusieurs personnes et envoyé des combattants en Irak et en Syrie, a été condamné hier à dix ans et demi de prison. Il s'agit d'un prédicateur d'origine irakienne.

(Radio Vatican, le 25-02-2021)

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **Un ancien membre des services de renseignement syriens condamné par la justice allemande...**

La justice allemande a condamné ce mercredi un ancien membre des services de renseignement syriens à quatre ans et demi de prison pour complicité de crimes contre l'humanité dans le cadre du premier procès au monde lié aux exactions imputées au régime de Bachar Al-Assad. La haute cour régionale de Koblenz a reconnu coupable le Syrien Eyad Al-Gharib, 44 ans, d'avoir participé à l'arrestation en 2011 d'au moins trente manifestants à Douma, près de Damas, et leur transfert vers un centre de détention des services de renseignement. Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas parle de verdict historique.

(Deutsche Welle, le 24-02-2021)

Pour la première fois un ancien membre du régime syrien a été condamné par la justice pour des crimes commis en Syrie. Hier, le tribunal de grande instance de Koblenz, en Allemagne, a reconnu Eyad A. coupable de complicité de crimes contre l'humanité et l'a condamné à quatre ans et demi d'emprisonnement. Eyad A. est un ancien membre des services de renseignement syriens. À l'automne 2011 il participe à l'arrestation d'une trentaine de manifestants au régime de Bachar Al-Assad. Il les transfère à la prison Al-Khatib près de Damas. Ce centre de détention est connu comme un centre de torture du régime syrien. Un an plus tard, Eyad A. déserte et fuit la Syrie. Il trouvera refuge en Allemagne comme des milliers d'autres Syriens. Or c'est en Allemagne que son sort vacille. Il est en effet reconnu par d'anciens prisonniers. Des plaintes sont déposées et son procès lancé. Depuis hier, il est le premier membre du régime condamné pour complicité de crime contre l'humanité. Son chef à la prison Al-Khatib est lui aussi poursuivi, mais son procès se poursuit.  
*(Radio Vatican, le 25-02-2021)*

### **Selon William Burns, la Chine représente la plus grande menace pour les États-Unis...**

« La Chine représente la plus grande menace pour les États-Unis » a affirmé hier William Burns, le candidat du président Joe Biden au poste de directeur de la CIA. Monsieur Burns a promis de laisser l'agence de renseignement américaine indépendante de la politique. « Sur une scène internationale de plus en plus compliquée et concurrentielle, l'attitude prédatrice du gouvernement chinois représente notre plus grand défi » a estimé William Burns lors de son audition devant la Commission du renseignement du Sénat. La CIA a été visée par les services de renseignement chinois qui ont recruté plusieurs agents et diplomates. Il y a une dizaine d'années, Pékin avait réussi à démanteler un réseau d'informateurs de l'agence américaine en Chine. William Burns, s'il est confirmé, doit remplacer Gina Haspel, la première femme à diriger la CIA. Les démocrates accusent l'administration Trump d'avoir politisé l'agence. « Les professionnels du renseignement doivent dire aux responsables politiques ce qu'ils doivent entendre, même si ce n'est pas ce qu'ils veulent entendre » a déclaré M. Burns. Diplomate pendant trente-trois ans, notamment comme ambassadeur en Russie de 2005 à 2008, William Burns a pris sa retraite en 2014 avant de présider la fondation Carnegie pour la paix dont le partenariat avec une université chinoise a été critiqué par certains sénateurs.  
*(La voix de l'Amérique, le 25-02-2021)*

Aux États-Unis, le candidat de Joe Biden au poste de patron de la CIA, William Burns, a cité la Chine, la Corée du Nord, la Russie et l'Iran comme les nations qui menacent le plus la sécurité de son pays. Il a fait ces remarques hier lors de son audition de confirmation devant le Sénat. Selon l'ancien diplomate chevronné, l'attitude antagoniste et prédatrice de l'empire du Milieu représente le plus grand défi géopolitique de Washington pour les décennies à venir. Du coup, il a insisté sur la nécessité pour la CIA de se concentrer sur quatre objectifs, dont le recrutement de plus de spécialistes de la Chine. En ce qui concerne les trois autres nations, le futur directeur de l'agence de renseignement américaine a qualifié la Corée du Nord de provocatrice, la Russie d'agressive et l'Iran d'hostile.  
*(KBS World Radio, le 25-02-2021)*

### **Affaire Khashoggi : Le prince héritier d'Arabie saoudite clairement mis en cause dans un rapport des services de renseignement américains...**

Un rapport des services de renseignement américains révèle que le prince héritier d'Arabie saoudite, dirigeant de facto du royaume, a approuvé l'assassinat du journaliste dissident, Jamal Khashoggi. Le bureau du Directeur du renseignement national américain a dévoilé vendredi une analyse des conditions de la mort de M. Khashoggi. Le journaliste a été tué en 2018 au consulat saoudien d'Istanbul, en Turquie. « Nous estimons que le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, a approuvé une opération à Istanbul, en Turquie, pour capturer ou tuer le journaliste saoudien Jamal Khashoggi » explique le rapport. Les services de renseignement américains justifient cette analyse par l'implication directe du conseiller et des proches collaborateurs du prince dans le meurtre. Mohammed Ben Salman aurait par ailleurs appuyé le recours à la violence pour faire taire les dissidents, y compris M. Khashoggi. Après la publication du rapport, le gouvernement américain a annoncé des sanctions. Il a gelé les avoirs aux États-Unis d'un officier supérieur des services de renseignement saoudiens et d'une organisation gouvernementale. Il a également annoncé des restrictions de visa pour 76 Saoudiens. L'Arabie saoudite a rejeté les conclusions américaines. Le ministère des Affaires étrangères a expliqué, dans une déclaration relayée par une agence de presse

d'État, que le rapport mentionnait des informations et des conclusions inexactes.  
(*Radio Japon international, le 27-02-2021*)

### ... MILITAIRE ...

#### **La Chine et l'Inde retirent leurs troupes déployées aux abords du lac Pangong, dans l'Himalaya...**

C'est un signe d'apaisement sur les plus hauts sommets du monde. Près d'un an après l'escalade militaire entre l'Inde et la Chine dans l'Himalaya, les deux pays ont commencé aujourd'hui à retirer leurs troupes massées le long de leur frontière. Un premier désengagement qui s'est achevé hier, mais le contentieux autour du tracé frontalier est loin d'être terminé. L'Inde et la Chine ont annoncé avoir terminé le retrait de leurs soldats aux abords du lac de Pangong dans la région du Ladakh. Depuis un affrontement qui avait fait vingt morts côté indien, et au moins quatre tués côté chinois, les deux armées se sont lancées dans une course contre la montre pour envoyer des troupes et moderniser leurs infrastructures de transport dans l'Himalaya. Le désengagement est le premier signe d'une désescalade. Cela permet au gouvernement nationaliste hindou de contrer les accusations de l'opposition qui lui reproche d'avoir laissé l'armée chinoise s'emparer de territoires revendiqués par l'Inde. Cette polémique a pris de l'ampleur en janvier lorsque la presse locale a révélé que la Chine avait construit des habitations dans l'Arunachal Pradesh, dans le nord-est de l'Inde. Le conflit autour du tracé de la frontière est donc loin d'être réglé. Des milliers de soldats sont toujours déployés dans d'autres secteurs au Ladakh.

(*Radio Vatican, le 22-02-2021*)

#### **Le système de surveillance de l'armée sud-coréenne critiqué après la défection d'un Nord-Coréen au Sud...**

L'état-major interarmées (JCS) sud-coréen a dévoilé aujourd'hui les résultats de son enquête sur le passage au Sud d'un Nord-Coréen, le 16 février, par la côte est. Il a épinglé notamment le dysfonctionnement du système de surveillance des troupes concernées au moment des faits. Selon le JCS, c'est dans la nuit du 15 au 16 février, à 1h05 plus précisément, que le fugitif est apparu sur la côte. Ensuite, il a été détecté à cinq reprises par quatre caméras de vidéosurveillance des unités de garde sur une période d'environ 30 minutes. L'alerte a alors sonné deux fois. Cela dit, les militaires en poste n'ont pas pris les mesures nécessaires et les troupes semblent avoir cru à de fausses alarmes, le système étant alors en cours de maintenance. Le déserteur a poursuivi son chemin en direction du sud, avant d'être vu encore trois fois par les caméras alentours. Au total, il a été détecté à huit reprises avant d'être finalement appréhendé à 7h27.

(*KBS World Radio, le 23-02-2021*)

#### **Selon un institut britannique, la Corée du Nord détiendrait au moins huit missiles balistiques intercontinentaux...**

L'Institut international pour les études stratégiques du Royaume-Uni (IISS) a estimé à au moins huit le nombre de missiles balistiques intercontinentaux que détient la Corée du Nord. C'est ce qu'on apprend d'un rapport récemment publié par l'IISS, cité par *Radio Free Asia (RFA)*. Le document a cependant précisé que l'état de développement du nouveau type d'ICBM nord-coréen, *Hwasung 16*, dévoilé en octobre dernier par le pays communiste, était incertain. Et d'ajouter que ces engins pourraient transporter des ogives nucléaires, mais qu'il n'y avait pas de preuve décisive démontrant que P'yongyang les a produits avec succès. Concernant d'autres équipements de l'armée du royaume ermite, le texte a estimé à plus de 3 500 le nombre de chars stratégiques (MBT), à environ 5 500 celui de lance-roquettes multiples, à 75 celui de sous-marins et à 545 celui d'avions de combat. Quant aux effectifs militaires, P'yongyang totaliserait un total de 1,28 million de militaires, à savoir 1,1 million dans l'armée de terre, 60 000 dans la marine et 110 000 dans l'armée de l'air, ainsi que 10 000 « agents stratégiques » mettant en œuvre les missiles balistiques.

(*KBS World Radio, le 26-02-2021*)

#### **Des centaines de civils auraient été tués par des militaires érythréens dans le nord de l'Éthiopie...**

Des soldats érythréens ont tué des centaines de civils en novembre 2020 en Éthiopie. Selon l'organisation de défense des droits humains Amnesty International, des troupes de l'Érythrée, voisine

de l'Éthiopie, ont systématiquement tué des centaines de personnes au Tigré, région du nord de l'Éthiopie. Le massacre a duré deux jours dans la ville d'Aksoum, dans la région du Tigré, selon l'organisation. Les soldats érythréens auraient soutenu les troupes éthiopiennes dans leur offensive pour prendre Aksoum. Selon des témoins oculaires, des habitants ont été tués arbitrairement, des maisons ont été détruites et des bâtiments pillés. Amnesty a enregistré plus de 240 victimes. (*Deutsche Welle, le 25-02-2021*)

### ... CYBERESPACE ...

#### **En Australie, Facebook, Google, Twitter et Microsoft dévoilent un code de bonnes pratiques pour lutter contre les Fake News...**

En Australie, les géants de la Tech dévoilent ce lundi un code de bonnes pratiques destiné à réduire la propagation de fausses informations sur internet. *Facebook, Google, Twitter* et Microsoft ont également accepté de suspendre ou de désactiver des faux comptes, des comptes suspects comme les bots, des programmes informatiques automatisés qui diffusent sur leurs plateformes. L'Australie, où par ailleurs débuté aujourd'hui au Sénat un projet de loi qui vise à contraindre les réseaux sociaux à rémunérer les médias. La semaine dernière en représailles *Facebook* et *Google* avaient bloqué tous les posts de médias sérieux.

(*Radio Vatican, le 22-02-2021*)

#### **En Australie, Facebook en passe de lever le blocage des médias après un amendement de la loi controversée...**

*Facebook* a annoncé ce mardi la levée dans les prochains jours du blocage en Australie des contenus d'actualité, le gouvernement australien ayant accepté d'amender la loi visant à contraindre les géants de la Tech à rémunérer les médias pour la reprise de leur contenu. La semaine dernière, *Facebook* avait bloqué la publication des liens renvoyant vers des articles d'actualités et les pages des médias du pays. Cette mesure de rétorsion avait suscité l'indignation de l'Australie, ainsi que de nombreux pays.

(*Deutsche Welle, le 23-02-2021*)

#### **Facebook annonce un investissement d'un milliard de dollars dans les contenus d'actualité...**

*Facebook* promet d'investir au moins un milliard de dollars dans les contenus d'actualité sur les trois prochaines années. Cette promesse fait suite à un bras de fer qui a opposé le réseau social aux autorités australiennes. *Facebook* a en effet essuyé un torrent de critiques pour avoir bloqué temporairement des articles de presse en Australie en protestation d'une loi demandant au géant du numérique de rémunérer les médias dont il publie les contenus. La loi a finalement été adoptée aujourd'hui par le parlement australien. Selon le gouvernement, elle garantit que les entreprises de presse soient équitablement rémunérées pour le contenu qu'elles génèrent contribuant ainsi à faire vivre le journalisme d'intérêt public en Australie. Les groupes numériques sont actuellement dans le collimateur de gouvernements à travers le monde qui veulent les contraindre à payer les contenus médiatiques qu'ils diffusent sur leurs plateformes.

(*Deutsche Welle, le 25-02-2021*)

#### **Plusieurs centaines de comptes supposés être liés à des États suspendus par Twitter...**

*Twitter* a révélé avoir suspendu des centaines de comptes susceptibles d'être associés à la Russie, à l'Arménie ou à l'Iran. Certains comptes supposés russes sont accusés de saper la confiance du public dans l'OTAN. Plus de 373 comptes ont récemment été suspendus par *Twitter*, du fait de leurs liens présumés avec certains États, a déclaré le réseau social dans un communiqué. Parmi ceux-ci, 100 sont soupçonnés d'être associés à la Russie. La plateforme affirme qu'une partie d'entre eux sont de faux comptes, qui pourraient être liés à des acteurs étatiques russes. Selon *Twitter*, ils tentent de saper la confiance dans l'OTAN et sa stabilité. D'autres comptes montreraient des signes d'affiliation à l'Internet Research Agency, qui publie depuis la Russie, et est accusée d'ingérence dans les élections américaines. Ils sont soupçonnés par *Twitter* d'avoir voulu influencer l'opinion publique à propos de l'Union européenne et des États-Unis. Trente-cinq autres comptes visés sont supposés être en lien avec le gouvernement arménien. *Twitter* leur reproche leurs prises de position lors du conflit dans le Haut-Karabakh. « Ces comptes ont été construits dans le but de faire progresser des récits qui visaient l'Azerbaïdjan et étaient géostratégiquement favorables au gouvernement arménien » explique ainsi la plateforme dans son communiqué. Enfin, les derniers comptes condamnés sont censés être originaires

d'Iran. Certains ont été désactivés pour leurs activités durant les dernières élections américaines. *Twitter* les a accusés d'avoir voulu perturber la conversation publique lors du premier débat présidentiel. Le FBI avait dirigé l'attention de la plateforme sur certains d'entre eux en octobre. Après enquête, 238 de ces comptes iraniens ont été suspendus.  
(*Radio Sputnik, le 24-02-2021*)

### **Le « vol silencieux » serait de plus en plus souvent utilisé par les hackers, selon un think tank britannique...**

D'après le rapport d'un think tank britannique, les hackers adoptent de plus en plus une nouvelle approche consistant à voler de petites sommes d'argent à de nombreuses victimes, en particulier aux personnes en télétravail pendant la pandémie. Les mesures de restriction liées au Covid-19 ont amené de nombreux employés à travailler à domicile. Au Royaume-Uni, les cybercriminels se sont adaptés à cette tendance en mettant en place un nouveau type de fraude, selon un rapport du Royal United Services Institute (RUSI), un groupe de réflexion britannique spécialisé dans la sécurité. « Essayer de voler 10 millions de livres sterling dans une banque est une option, mais voler 10 livres sterling 100 000 fois va vous donner un bon profit et probablement passer sous les radars » indique le document. Cette approche appelée « vol silencieux » est de plus en plus favorisée par les hackers. D'une part, les victimes sont moins susceptibles de déclarer de petits larcins. D'autre part, il est ainsi plus difficile pour les banques et les organes de lutte contre la cybercriminalité de savoir si elles ont affaire à une petite arnaque ou à une vaste opération criminelle. Sneha Dawda, analyste de recherche du RUSI et co-auteur du rapport, explique qu'il est devenu plus facile pour les fraudeurs d'acheter en ligne des informations personnelles piratées et de se faire passer pour leurs victimes. En janvier, le think tank avait déjà averti du fait que les fraudes en ligne avaient atteint des niveaux épidémiques et avait appelé à ce que les crimes numériques soient traités en priorité pour la sécurité nationale. Selon le RUSI, seule 1% de la réponse policière britannique a été consacrée à la lutte contre les 3,7 millions de « vols silencieux » constatés en 2019-2020. Sur les cinq dernières années, ces pratiques auraient coûté quelque 456 millions de livres (528 millions d'euros) à leurs victimes.

(*Radio Sputnik, le 23-02-2021*)

### **De nouvelles mesures pour réguler les réseaux sociaux et les plateformes de streaming annoncées par l'Inde...**

L'Inde a annoncé hier de nouvelles mesures pour réguler les réseaux sociaux et les plateformes de *streaming*. Si certains changements imposent aux entreprises de mieux lutter contre les contenus injurieux ou violents et de classer les films pour prévenir les parents, d'autres mesures vont permettre aux autorités de mieux censurer les contenus jugés trop critiques. Depuis son arrivée au pouvoir en 2014 la droite fondamentaliste hindoue utilise les réseaux sociaux pour diffuser son discours, y compris des propos haineux à l'égard des minorités religieuses et de fausses informations. En décidant d'imposer des règles le gouvernement affirme vouloir endiguer les informations mensongères et tenir les enfants à l'écart des contenus jugés trop violents. Mais depuis plusieurs mois les autorités multiplient les pressions pour intimider l'opposition sur internet. Une militante écologiste a été arrêtée la semaine dernière pour avoir partagé un guide regroupant les conseils destinés à aider les agriculteurs en colère qui manifestent près de Delhi depuis trois mois. La jeune femme a été relaxée hier par la justice. La nouvelle réglementation interdit les messages qui portent atteinte à la sécurité de l'État et aux relations avec les pays alliés. Une formulation peu précise qui pourrait donner au gouvernement les moyens d'intensifier ses efforts d'intimidation.

(*Radio Vatican, le 26-02-2021*)

### **Tous les comptes liés à la junte birmane fermés par Facebook...**

Le réseau social *Facebook* a fermé tous les comptes restant liés à l'armée birmane en raison de l'utilisation par la junte de violences meurtrières contre les manifestants pro-démocratie. C'est ce qu'a annoncé la plateforme aujourd'hui dans un communiqué.

(*Deutsche Welle, le 25-02-2021*)

## **... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...**

### **Depuis 2015 le Congo aurait importé 500 tonnes d'armes depuis l'Azerbaïdjan...**

Le Congo-Brazzaville a importé en toute discrétion quelque 500 tonnes d'armes d'Azerbaïdjan, révèle

une enquête publiée avant l'élection du 21 mars dans ce pays d'Afrique centrale où le président Denis Sassou Nguesso, 77 ans dont trente-six au pouvoir, sollicite un nouveau mandat. Au total l'Azerbaïdjan a livré des armes à au moins dix-sept reprises depuis 2015 au Congo-Brazzaville, indique l'étude de l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Project), qui se présente comme un groupement de journalistes d'enquête fondé en 2006. La dernière livraison daterait de janvier 2020. Plus de 100 tonnes d'armement ont été envoyés depuis l'Azerbaïdjan à la garde républicaine du Congo-Brazzaville, dont 775 obus de mortiers, et 400 caisses de roquettes. Ce dernier transfert d'armes a suscité l'inquiétude chez les opposants qui pensent que Sassou Nguesso se prépare à utiliser la force si nécessaire pour se maintenir au pouvoir à l'approche des élections du 21 mars. L'Arabie saoudite a été répertoriée parmi les parrains de ces exportations à au moins deux reprises en 2016 et 2017, à peu près au même moment où l'admission du Congo-Brazzaville à l'OPEP était en négociation. Pays d'Afrique centrale producteur de pétrole d'environ cinq millions d'habitants, le Congo-Brazzaville est dirigé depuis 1979 par l'ancien officier Denis Sassou Nguesso, à l'exception d'une parenthèse de cinq ans (1992-97). Lors de la dernière présidentielle en 2016, la réélection contestée de M. Sassou Nguesso avait provoqué une rébellion dans la région du Pool, au sud de Brazzaville, fief de l'opposition. La riposte militaire du régime et la poursuite à huis-clos des rebelles avaient provoqué quelque 140 000 déplacés internes, jusqu'à un cessez-le-feu annoncé par les autorités en décembre 2017 avec les rebelles du pasteur Ntumi. Des figures de l'opposition affirment que des livraisons d'armes en provenance d'Azerbaïdjan ont été utilisées pour alimenter la brutale offensive post-électorale de 2016, qui a conduit à une crise humanitaire, d'après l'étude du consortium de journalistes d'investigation OCCRP. Ces livraisons d'armes ont été faites en toute discrétion. Le Congo-Brazzaville n'a fait état d'aucune livraison d'armes depuis trois décennies, selon l'enquête. Le pays n'est pas sous le coup d'un embargo et n'a donc pas l'obligation de déclarer ses importations d'armes. L'OCCRP affirme avoir obtenu des plans de vol et des inventaires d'armes pour documenter son enquête. Le coût de la dernière livraison d'armes de janvier 2020 a été évalué à 10 millions de dollars par un expert. Les autorités de Brazzaville n'ont pas répondu aux questions du rapport tout comme celles de Bakou sollicitées par l'AFP. L'ambassade du Congo en France n'était pas non plus joignable vendredi matin.

(Africa Radio, le 26-02-2021)

**Renseignor**  
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris  
01 53 53 15 30